

République démocratique du Congo
- Élections - Entretien de M.
Jean-Marc Ayrault, ministre des
affaires étrangères et du
développement international, avec
«RFI»
(Bamako, 14 janvier 2017)

Q - (sur l'accord politique)

R - En République démocratique du Congo il y a une constitution, c'est un grand pays de 70 millions d'habitants, la France ne veut pas faire d'ingérence mais la France dit : «attention, il y a une constitution qui ne permet pas au président en place de se représenter».

Donc nous n'avons cessé de le dire en République démocratique du Congo où j'ai rencontré le ministre des affaires étrangères, nous l'avons dit au conseil de sécurité des Nations unies, nous l'avons dit avec l'Union africaine, il faut respecter la constitution.

À la fin de l'année, le 31 décembre, grâce à l'effort constant de la conférence des évêques de la République démocratique du Congo, un accord est intervenu. C'est un accord qui permet clairement de dire que le président ne se représentera pas, qu'une date limite est fixée pour le renouvellement de son mandat et qu'en attendant, un gouvernement sera formé avec un Premier ministre issu de l'opposition.

Nous souhaitons que cet accord soit vraiment respecté. S'il est mis en oeuvre, alors ce sera un progrès.

Q - Il devait être mis en oeuvre d'ici ce week-end, il ne l'est pas. N'êtes-vous pas très inquiet ?

R - Je suis de très près la situation de la République démocratique du Congo depuis que j'ai été nommé ministre, c'est-à-dire en février. Il faut mettre en oeuvre l'accord qui a été décidé. Tout cela a pris du retard c'est vrai, mais j'ai bon espoir qu'il soit respecté. S'il ne l'est pas, vous trouverez toujours la France pour rappeler les principes./.